

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 08 JUILLET 2024

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 02 juillet 2024, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 08 juillet 2024 à 18h30, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Olivier ROBIN, Nathalie TISSOT, Nathalie ROMANET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Brigitte CHEMIN, Eric TRINQUET

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Michel LEGRAND

Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,

Denis COLLET,

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,

Umus PERRONE

Bertrand BONNAMOUR

Thomas GIRARD.

Conformément aux dispositions de la convention conclue entre la commune et l'association ALFA 3A pour la gestion de l'accueil de loisirs, il y a lieu de délibérer pour autoriser le versement du solde de la participation 2023.

Le compte de résultat 2023 fait apparaître un montant de participation de 45 922,24 euros nécessaire à l'équilibre des comptes.

Compte tenu du montant des acomptes versés qui s'établit à 37 032,00 euros, il reste un solde à devoir par la commune d'un montant de 8 890,24 euros.

Cela étant exposé, il est demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVE** le versement à ALFA3a du solde de la participation 2023 pour la gestion de l'accueil de loisirs dont le montant s'élève à 8890,24 euros
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

PRECISE que les crédits correspondants sont inscrits au budget à l'article 6574

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.
Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le
Publication ou affichage le
Jean-Pascal THOMASSET
Maire de Nantua

Envoyé en préfecture le 18/07/2024

Reçu en préfecture le 18/07/2024

Publié le

ID : 001-210102695-20240708-202452-DE

Berger
Levrault

Jean-P



Le Secrétaire de séance,
Suzy CASSAR

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.